



**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement  
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale des Yvelines  
35 rue de Noailles  
Bâtiment B1  
78000 Versailles

Versailles, le 10/07/2023

**Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 08/06/2023

**Partie nominative**

**MAISON DE LA PECHE ET DE LA NATURE**

Ile de la Jatte  
22 allée Claude MONET  
92300 Levallois-Perret

Affaire suivie par : TRIQUET Olivier  
Téléphone : 01 71 28 48 58  
Courriel : [olivier.triquet@developpement-durable.gouv.fr](mailto:olivier.triquet@developpement-durable.gouv.fr)  
Code AIOT : 0059200012

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 08/06/2023 de l'établissement MAISON DE LA PECHE ET DE LA NATURE implanté Ile de la Jatte 22 allée Claude MONET 92300 Levallois-Perret. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.


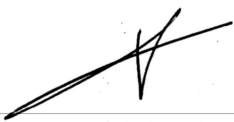
**Les participants à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées, sont :**

- TRIQUET Olivier, Unité départementale des Yvelines, Cellule Déchets Sites et Sols Pollués Rambouillet, inspecteur de l'environnement

**Les participants à l'inspection, hors inspection des installations classées, sont :**

- Madame Sandrine ARMIRAIL, Directrice et capacitaire de l'établissement.

Le courriel d'échange avec l'administration est [infos@maisonpechenature.fr](mailto:infos@maisonpechenature.fr).

| Rédacteur   | Vérificatrice et approbatrice  |
|---|--|
|  |  |
| L'inspecteur de l'environnement<br>TRIQUET Olivier                                  | Par délégation,<br>la Chef de l'unité départementale des Yvelines<br>Delphine DUBOIS |

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

### **Propositions à l'issue de la visite**

A l'issue de la visite d'inspection du 08/06/2023 de l'établissement MAISON DE LA PECHE ET DE LA NATURE implanté Ile de la Jatte 22 allée Claude MONET 92300 Levallois-Perret, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, il est proposé une **lettre de suite préfectorale** pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- nom : Situation administrative - Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007 article : L. 511-9 - délai : 9 mois à compter de la date de la lettre de suite
- nom : Prévention des accidents - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004 article : 7 - délai : 4 mois à compter de la date de la lettre de suite

Unité départementale des Yvelines  
35 rue de Noailles  
Bâtiment B1  
78000 Versailles

Versailles, le 10/07/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 08/06/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **MAISON DE LA PECHE ET DE LA NATURE**

Ile de la Jatte  
22 allée Claude MONET  
92300 Levallois-Perret

Références : [référence à compléter](#)  
Code AIOT : 0059200012

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/06/2023 dans l'établissement MAISON DE LA PECHE ET DE LA NATURE implanté Ile de la Jatte 22 allée Claude MONET 92300 Levallois-Perret. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection a été conduite dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle de la DRIEAT et est le premier contrôle conduit sur cet établissement depuis la transmission de la mission ICPE en élevages de la DDPP à la DRIEAT. Il est précisé que la rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) relative à l'activité de présentation au public d'animaux non domestiques a évolué, et qu'entre le 22 octobre 2018 et le 30 décembre 2020, l'activité de cet établissement, compte-tenu de ses caractéristiques, ne relevait plus de cette législation. Cependant, depuis la décision du 30 décembre 2020, les activités de cet établissement relèvent à nouveau de cette législation et doivent avoir fait l'objet d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter. La situation administrative de l'installation doit donc être régularisée. Préalablement au dépôt de la demande d'autorisation environnementale, l'établissement se conformera aux dispositions de l'article L181-5 du Code de l'environnement en saisissant l'autorité administrative compétente, afin de déterminer s'il est nécessaire de soumettre la poursuite de l'exploitation de l'établissement à une évaluation environnementale.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MAISON DE LA PECHE ET DE LA NATURE
- Ile de la Jatte 22 allée Claude MONET 92300 Levallois-Perret
- Code AIOT : 0059200012
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Maison de la Pêche et de la Nature est un établissement de présentation au public de poissons essentiellement issus du milieu local (les espèces étrangères présentées au public sont des espèces considérées comme invasives peuplant déjà l'environnement local).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Situation administrative
- Prévention des accidents
- Conduite de l'élevage
- Prévention des risques écologiques

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de

- l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'établissement semble bien tenu. Par ailleurs, la constitution du dossier de demande d'autorisation est l'occasion pour l'exploitant de passer en revue la conformité de son établissement à l'ensemble des prescriptions de l'arrêté ministériel fixant les règles générales de fonctionnement et les caractéristiques générales des installations [...] relevant de la rubrique 2140 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Cette régularisation est l'occasion de parfaire les modalités d'exploitation du site.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle        | Référence réglementaire                                 | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1) | Proposition de délais |
|----|--------------------------|---|--|---|-----------------------|
| 1  | Situation administrative | Code de l'environnement du 16/10/2007, article L. 511-9 | /  | Lettre de suite préfectorale  | 9 mois                |
| 2  | Prévention des accidents | Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 7             | /  | Lettre de suite préfectorale  | 4 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                  | Référence réglementaire                      | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|------------------------------------|--|--|-------------------|
| 3  | Conduite de l'élevage              | Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 20 | /  | Sans objet        |
| 4  | Conduite de l'élevage              | Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 21 | /  | Sans objet        |
| 5  | Prévention des risques écologiques | Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 64 | /  | Sans objet        |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit procéder au dépôt des demandes visant à régulariser la situation administrative de son établissement en coordination avec les services de l'Inspection des installations classées.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/10/2007, article L. 511-9   |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Classement ICPE   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.<br><br>A-NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSEES<br>[...]<br>Rubrique : 2140<br>Désignation de la rubrique : Animaux d'espèces non domestiques (installations fixes et permanentes de présentation au public de), à l'exclusion des magasins de vente au détail et des installations présentant au public des animaux d'espèces non domestiques correspondants aux activités suivantes :<br>- présentation de poissons et d'invertébrés aquatiques, les capacités cumulées des aquariums et des bassins présentés au public étant inférieures à 10 000 litres de volume total brut ;<br>- présentation au public d'animaux dont les espèces figurent dans la liste prévue par l'article R. 413-6 du code de l'environnement ;<br>- présentation au public d'arthropodes.<br>[...] |
| <b>Constats :</b><br><b>Non-conformité n° 20230608-NC-1:</b> L'établissement constitue un établissement zoologique à caractère fixe et permanent, présentant au public des spécimens vivants de la faune locale ou étrangère relevant de la rubrique n° 2140 de la nomenclature des installations classées instaurée par l'article L511-2 du Code de l'environnement. Ce type d'établissement est soumis au régime de l'autorisation mais n'a pas fait l'objet d'une autorisation environnementale conformément aux dispositions de l'article L181-1 du Code de l'environnement. En l'absence d'autorisation, l'exploitant doit transmettre un dossier de demande d'autorisation environnementale en vue de régulariser sa situation.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale  |
| <b>Proposition de délais :</b> 9 mois  |

## N° 2 : Prévention des accidents

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 7   |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Plan de secours, secouriste, poste de secours   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant établit un plan de secours dont les caractéristiques figurent en annexe 1 au présent arrêté.<br><br>Les établissements sont tenus de prévoir la présence permanente d'au moins un membre de leur personnel ayant reçu une formation de secouriste.<br><br>Ils doivent disposer d'un local installé en poste de secours équipé de façon à pouvoir dispenser les premiers soins.<br><br>Un réseau de communication intérieur est mis en place et relié en permanence au personnel chargé de la sécurité.   |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitant déclare ne pas disposer d'un plan de secours. L'équipe d'inspection visite la salle servant à l'accueil des personnes devant recevoir les premiers soins, laquelle est équipée d'une trousse de secours. La salle est située à l'étage du bâtiment et s'avère donc peu propice à l'accueil de personnes à mobilité réduite mais l'exiguïté des locaux au rez-de-chaussée ne permet pas de dédier une zone à cet effet. L'exploitant indique que si le cas se présentait, une personne à mobilité réduite nécessitant des premiers soins serait isolée dans l'entrée de l'établissement dans une zone d'attente et précise que son personnel a reçu une formation pour apprendre à aider les personnes ayant une mobilité réduite. L'exploitant déclare que le personnel est formé aux premiers secours. L'équipe d'inspection demande à la Directrice de l'établissement de produire son attestation de formation. Cette attestation est datée de 2013.<br><br><b>Non-conformité n° 20230608-NC-3 :</b> L'exploitant n'est pas en mesure de présenter un plan de secours établi selon le format requis à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 25 mars 2004. L'exploitant doit établir un plan de secours en bonne et due forme. |
| <b>Observations :</b> Il est conseillé à l'exploitant de rédiger une courte procédure précisant quel personnel doit suivre une formation aux premiers secours, ainsi que la fréquence de renouvellement/rappel de cette formation et de conserver au sein de l'établissement l'ensemble des attestations justifiant du suivi par le personnel de cette formation.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale  |
| <b>Proposition de délais :</b> 4 mois  |

### N° 3 : Conduite de l'élevage

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 20  |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Alimentation  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>[...] Les déchets issus de la préparation des aliments sont stockés de manière nettement séparée des lieux où sont stockés ou préparés les aliments.<br><br>La conservation des aliments réfrigérés, congelés ou surgelés est effectuée dans des enceintes prévues à cet effet. Leur température est régulièrement contrôlée.<br><br>Tous ces locaux et enceintes sont maintenus en permanence en bon état de propreté et d'entretien. Les cuisines sont nettoyées au minimum quotidiennement.<br><br>Les matériels utilisés pour la préparation et la distribution des aliments et de l'eau doivent pouvoir être facilement nettoyés et sont maintenus en bon état de propreté et d'entretien. |
| <b>Constats :</b><br>L'équipe d'inspection constate l'absence de déchets issus de la préparation des aliments dans les locaux de la Maison de la Pêche et de la Nature, ainsi que la propreté et l'entretien des locaux, des matériels et des enceintes dévolues à la conservation des aliments.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

### N° 4 : Conduite de l'élevage

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 21   |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Alimentation : Stockage, préparation   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Lors de leur stockage et de leur préparation, les aliments sont protégés de l'humidité, des moisissures et des contaminations indésirables. Ils sont tenus à l'abri des dégradations pouvant être provoquées par les animaux, tels notamment, les insectes, les rongeurs et les oiseaux.<br><br>La décongélation lente des aliments à l'air libre, à température ambiante supérieure à 4 degrés Celsius et la recongélation de produits décongelés sont interdites. [...]            |
| <b>Constats :</b><br>L'équipe d'inspection constate la bonne conservation des aliments qu'ils soient congelés ou lyophilisés. L'exploitant déclare ne pas constater de présence de rongeurs dans l'établissement et bénéficier d'un passage récurrent d'une équipe de dératisation. L'exploitant déclare procéder à la décongélation de la nourriture des poissons dans une enceinte réfrigérée dont la température est maintenue entre 0°C et 4°C. L'exploitant montre l'enceinte en question à l'équipe d'inspection. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

## N° 5 : Prévention des risques écologiques

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 64   |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, Evasions   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les caractéristiques des installations et du fonctionnement des établissements permettent de prévenir l'évasion des animaux hébergés vers le milieu naturel afin d'éviter d'éventuels dangers écologiques pour les espèces indigènes. Elles permettent également de prévenir l'introduction dans le milieu extérieur d'organismes nuisibles pour ce milieu, pour les espèces animales et végétales qu'il renferme « , pour les exploitations agricoles dont le statut sanitaire pourrait être menacé, ainsi que pour la santé des personnes ».<br><br>Les dispositions prises sont proportionnées aux risques présentés.   |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitant déclare détenir 3 espèces considérées comme invasives, à savoir : <ul style="list-style-type: none"><li>- un poisson-chat ;</li><li>- plusieurs tortues ;</li><li>- des écrevisses américaines.</li></ul> L'exploitant explique que les bacs accueillant ces espèces ne sont pas directement reliés au réseau d'assainissement. Le changement d'une partie de l'eau est effectué périodiquement au moyen d'un tuyau maintenu en surface, là où il n'est pas possible d'aspirer d'œuf, d'écrevisse juvénile ou de spécimen adulte (les premiers coulent sur le fond, les deuxièmes se tiennent sur le fond et les troisièmes sont trop gros pour être aspirés). La rédaction d'une procédure décrivant ce mode opératoire pourrait s'avérer utile, notamment pour faciliter la formation du personnel chargé de le mettre en oeuvre. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |